

Sobriété énergétique : qui va trinquer ?

Alain Tournebise

Depuis peu, les politiques énergétiques libérales font appel à la notion de « sobriété énergétique ». Un piège idéologique qui s'inscrit dans une longue tradition de l'économie libérale pour faire admettre l'austérité. La lecture des documents publiés par l'Ademe et l'association Negawatt est édifiante.

C'est un lieu commun de rappeler que la lutte contre le réchauffement climatique et pour la préservation des ressources pose la double question de la consommation et de la production d'énergie. Depuis quelques années, la politique énergétique des Etats occidentaux – donc capitalistes – a fait émerger un nouveau concept : la sobriété. Il y a encore moins d'une décennie, les politiques de maîtrise de la consommation se fondaient essentiellement sur le concept d'« efficacité », c'est-à-dire consommer moins d'énergie pour satisfaire un même besoin de mobilité, de confort, de culture, etc. Aujourd'hui, dans les milieux économiques et écologiques libéraux et sociaux-libéraux, l'accent est mis sur la « sobriété », c'est-à-dire consommer moins, un point c'est tout. Ce concept a été introduit dans la loi française en 2015 par Ségolène Royal. Ce seul rappel suffirait sans doute à le discréditer, mais une réflexion un peu plus approfondie s'impose, car l'idée gagne du terrain, y compris dans les milieux progressistes perméables. Pourquoi ?

Une confusion sciemment entretenue

D'abord parce que les tenants de la « sobriété », en France l'Ademe et l'association Negawatt, sont des idéologues avertis. Ils savent que le concept n'est pas très vendeur : expliquer aux citoyens, notamment les plus démunis, qu'ils ne sont que de vilains gaspilleurs et qu'ils doivent, de gré ou de force consommer moins, relève du risque politique inconsidéré. De ce fait, les promoteurs de la sobriété entretiennent sciemment une confusion entre les deux concepts pour cacher les conséquences réelles de la sobriété que sont les restrictions. Et, il faut le reconnaître, certains des subterfuges utilisés sont retors.

Le premier consiste à laisser croire que l'efficacité, ce ne sont que les économies qu'on obtient par des perfectionnements à caractère scientifiques et technologiques. Le reste relèverait de la sobriété. En réalité la césure n'est pas là. L'efficacité se différencie de la sobriété par le fait qu'elle vise à maintenir un niveau de satisfaction par la mise en œuvre des moyens réduisant la consommation d'énergie. Ces

moyens ne sont pas nécessairement scientifiques ou techniques. Ils peuvent être organisationnels. Ainsi, la réorganisation des transports urbains, le développement du ferroviaire, le covoiturage, le développement du recyclage ne sont pas fondés sur des innovations techniques particulières, mais sur une réforme des modes de production, de transport ou de consommation. Ce sont donc des mesures qui améliorent l'efficacité énergétique. De même, l'écoconception relève de l'efficacité et pas de la sobriété puisqu'elle vise à produire les mêmes valeurs d'usage avec moins de ressources. L'efficacité peut aussi reposer sur des mesures financières: financer massivement l'isolation thermique de l'habitat permet de réduire la consommation d'énergie en maintenant, voire en améliorant, un confort de vie auquel chacun peut prétendre. Et c'est infiniment plus efficace que de financer des éoliennes intermittentes ou des panneaux solaires fabriqués en Chine. Enfin, l'efficacité peut aussi relever de la politique. Même la lutte contre le gaspillage, tout à fait fondée, relève de la recherche d'efficacité et pas de la sobriété. Car si une consommation est jugée excessive, c'est toujours par rapport à une consommation normative pour satisfaire un besoin donné. Donc, réduire cet excès pour ramener la consommation à ce niveau normatif, c'est la définition même de l'efficacité. La sobriété, c'est autre chose.

Qu'entendent-ils par sobriété ?

Pourquoi Ademe, Negawatt et autres néomalthusiens se livrent-ils à ces contorsions sémantiques? Parce qu'il s'agit pour eux de noyer dans cette brume lénifiante des mesures beaucoup moins séduisantes, voire franchement repoussantes. Le fond commun de toutes ces propositions est le même: obtenir une baisse de la consommation d'énergie en faisant accepter une dégradation des conditions de vie. C'est le fondement même de la prétendue sobriété. Si l'on en croyait ses promoteurs, la sobriété ne serait qu'un art de vivre, une sobriété «heureuse» (Pierre Rabhi), un mode de vie «désirable» (Negawatt), une «liberté choisie» (Ademe). Hélas la réalité n'est pas si idyllique. Pour s'en persuader, reportons-nous simplement à leurs propositions. Negawatt, au titre de la sobriété énergétique, propose entre autres:

- Dans l'habitat: le développement de la colocation et de la cohabitation intergénérationnelle (rester vivre 20 ans ou plus avec papa-maman, voire pépé-mémé) et une diminution de la proportion de maisons individuelles dans la construction neuve (20 % en 2050 contre 46 % en 2015). Bref, métro, boulot, clapier.
- Pour la consommation: un retour à un seul téléviseur par foyer (avec obligation de regarder Pascal Praud?), une réduction de 50 % de la consommation de viande, la réduction de la vitesse sur routes et autoroutes, etc.

De son côté, l'Ademe, dans son scénario de production électrique à 2060, envisage, pour favoriser les énergies renouvelables, qu'on puisse effacer ou retarder de 40 à 100 % des consommations des usagers domestiques, qui seraient priés (en fait contraints) de bien vouloir arrêter de se chauffer ou de prendre des douches au motif qu'il n'y a plus de soleil ou que le vent est tombé... sans parler des TGV que l'on retarderait ou arrêterait en rase campagne.

Chacun voit bien qu'il s'agit de différentes facettes d'une régression sociale et si ces propositions étaient aussi séduisantes que le disent leurs promoteurs, serait-il besoin de les oindre d'épithètes sirupeuses telles que heureuses, désirables, choisies, toutes qualités qu'elles n'ont évidemment pas. Il s'agit donc de les diluer dans un discours rassurant. Mais il est difficile de cacher longtemps la vérité même si, comme dans tous les mauvais contrats, elle n'est écrite qu'en petites lettres. Negawatt est obligée d'admettre qu'«Appliquer la sobriété énergétique, c'est donner la priorité aux consommations qui répondent à un service essentiel et abandonner celles qui apparaissent comme superflues»¹. Tout est dit.

Antidémocratique et moralisatrice

La première question est de savoir qui va juger de ce caractère superflu? Pour l'instant, la méthode ne repose pas sur une débauche de démocratie. Dans le domaine énergétique, le processus de décision est particulièrement antidémocratique: il repose sur un mille-feuilles technocratique de comités Théodule sans légitimité: Comité d'experts pour la transition énergétique, Autorité environnementale, Conseil national de la transition écologique, le tout affublé d'un prétendu processus de concertation: Grand débat national ou Convention citoyenne sur le climat, un échantillon tiré au sort auquel le citoyen de base a moins de chance d'appartenir que de gagner au loto. Aucune de leurs propositions, à l'exception de celles qui vont dans le sens souhaité par le monarque, n'est prise en compte. Le résultat de ces mascarades est la Programmation Pluriannuelle de l'énergie (PPE), feuille de route de la politique énergétique française qui n'est même pas discutée au Parlement. Elle est publiée par décret, signé des ministres – des «collaborateurs» du monarque aurait dit Sarkozy.

La démarche est aussi largement teintée d'une morgue mal dissimulée. Il n'est pas inutile de rappeler que, parmi les tenants les plus actifs de la sobriété on compte plusieurs ministres: Nicolas Hulot, l'écolo aux trois maisons et aux six voitures, François de Rugy, l'exterminateur de homards et Barbara Pompili, la pionnière du concept d'empoisonnement temporaire. Tous ou presque procèdent de la même arrogance technocratique, qui prétend être au-dessus du peuple et le guider vers des objectifs sages qu'il serait incapable de comprendre. Ce que le regretté Coluche avait ainsi résumé: «Dites-nous ce dont vous avez besoin, nous vous expliqueront comment vous en passer.» Telle est la réalité de la sobriété énergétique.

Inefficace et injuste

La deuxième question est comment imposer cette sobriété? L'enfer étant pavé de bonnes intentions à en croire Negawatt ou l'Ademe, il ne saurait être question de coercition. «c'est bien une vision collective d'un futur désirable pour tous qui permettra de la généraliser»². Mais avant ce futur radieux qui n'est pas sans rappeler le meilleur des mondes d'Huxley, l'Ademe ou Negawatt ne lésinent pas sur les petites mesures plus mesquines. Car malgré l'optimisme béat affiché, ils savent bien qu'on ne change pas les comportements et les modes de vie aussi facilement. Et que sans contrôle, toute incitation reste souvent

1. Association Negawatt, *La sobriété énergétique*, brochure, 12 p.
2. *Idem*.
3. Association Negawatt, *Sobriété et mobilité*, note d'analyse, août 2019.
4. <<https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/276480.pdf>>.

“ Pourtant, cette contrainte fiscale a déjà fait la preuve de sa nocivité. Un récent rapport de Bercy montre que la fiscalité énergétique pénalise trois fois plus les ménages pauvres que les classes aisées. ”

un vœu pieux Il va donc falloir contraindre. Par la loi, par les prix et surtout par la fiscalité.

C'est pourquoi, au milieu de promesses invraisemblables qui n'engagent que ceux qui y croient, les scénarii de l'Ademe ou de Negawatt sont truffés de dispositions fiscales. Par exemple pour Negawatt « Il est donc nécessaire de revoir globalement la fiscalité... pour que les prix reflètent pour l'usager le réel coût de son déplacement. Cela permettra mécaniquement de réduire certains déplacements. »³

Pourtant, cette contrainte fiscale a déjà fait la preuve de sa nocivité. Un récent rapport de Bercy⁴ montre que la fiscalité énergétique pénalise trois fois plus

les ménages pauvres que les classes aisées. Ces taxes, très inégalitaires, représentent un effort de 4,5 % des revenus pour les 20 % des Français les moins riches, contre seulement 1,3 % pour les plus aisés. Autrement dit, la sobriété par la fiscalité préserve le mode de vie, donc la consommation, des plus riches et pénalise les plus pauvres sans vraiment réduire leur consommation puisqu'ils sont déjà ceux qui consomment le moins. Y a-t-il constat plus accablant de la supercherie d'un processus qui aboutit à l'exact opposé des objectifs qu'il se fixe? Dans la sobriété aussi, ce sont toujours les mêmes qui trinquent.

La « sobriété énergétique » s'inscrit dans la longue tradition religieuse et politique d'austérité qui va du cynisme à l'écologie punitive en passant par Malthus, le Club de Rome et bien d'autres. C'est Malthus le pasteur protestant qui l'a exprimé avec le plus de cynisme: « au grand banquet de la nature » il n'y a pas de place pour le pauvre. Pour Negawatt et l'Ademe, il n'y a pas de place non plus devant la cheminée. Il faut donc le chasser. Mais, par essence, la sobriété est une valeur individuelle, un choix individuel. On ne peut pas imposer la sobriété par une action extérieure autre que la conviction. On ne peut pas astreindre à la sobriété. Sinon, cela s'appelle au mieux restriction, au pire prohibition. Et c'est vers cela que veulent nous entraîner les idéologues de la sobriété. Ce glissement sémantique n'est pas anodin et il n'est pas terminé. Déjà apparaît le concept de « frugalité », un pas de plus dans l'austérité énergétique. Tout cela au nom de la préservation de l'environnement et du climat, naturellement. Pour que le monde ne soit pas invivable en 2050, ils font tout pour qu'il le devienne dès maintenant. Personne, sauf peut-être Trump et Onfray, ne nie qu'il faut lutter contre le changement climatique, contre le gaspillage des ressources ou s'interroger sur le consumérisme mais cela ne se fera pas par la sobriété contrainte et la technocratie, mais par la recherche d'efficacité, c'est-à-dire l'intelligence créative, l'équité et la démocratie. ■

